

## DÉCLARATION PUBLIQUE – AMNESTY INTERNATIONAL

12 janvier 2023

AFR 65/6348/2023

AILRC-FR

# SOUDAN DU SUD. LES SIX PROFESSIONNELS DES MÉDIAS DÉTENUS APRÈS LA DIFFUSION D'UNE VIDÉO MONTRANT LE PRÉSIDENT SALVA KIIR URINER EN PUBLIC DOIVENT ÊTRE LIBÉRÉS

Joval Tombe, Joseph Oliver, Mustafa Osman, Victor Lado, Cherbek Ruben et Jacob Benjamin, six membres de la *South Sudan Broadcasting Cooperation* (SSBC) sont arbitrairement détenus au quartier général du Service national de la sûreté et du renseignement (NSS), aussi connu sous le nom de « *Blue House* »<sup>1</sup> (la maison bleue), sans être autorisés à entrer en contact avec leurs proches ni à consulter un avocat<sup>2</sup>.

Selon les informations relayées par les médias, cinq de ces professionnels des médias ont été placés en détention après avoir été arbitrairement arrêtés par le NSS, à Djouba le 3 janvier 2023, et un autre a été placé en détention après avoir été arrêté arbitrairement à Yambio le 4 janvier 2023. L'arrestation de ces professionnels des médias par le NSS est en lien avec une vidéo qui, diffusée sur les réseaux sociaux après une fuite, montrerait le président Salva Kiir en train d'uriner lors d'une cérémonie officielle<sup>3</sup>. On ignore si ces personnes ont été mises au courant des charges retenues contre elles.

Amnesty International appelle les autorités sud-soudanaises à :

- Libérer immédiatement ces six personnes, ou les inculper d'infractions dûment reconnues par le droit international ;
- Veillez à ce que ces personnes ne soient pas victimes de torture ni d'autres formes de mauvais traitements en détention ;
- Faire le nécessaire pour qu'il leur soit permis d'entrer régulièrement en contact avec leur famille, de recevoir de la part de professionnels de santé qualifiés tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin et de consulter l'avocat de leur choix.

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Amnesty International a recueilli des informations sur de nombreux cas de détention arbitraire par le NSS dans divers centres, où les détenus sont souvent soumis à des actes de torture et d'autres mauvais traitements – certains sont détenus au secret sans pouvoir consulter un avocat ni communiquer avec leurs proches<sup>4</sup>.

Au Soudan du Sud, l'environnement politique demeure intolérant envers la critique des actions et des politiques du gouvernement, ce qui se traduit par l'intimidation, le harcèlement et la détention de militant-e-s de la société civile, de défenseur-e-s des droits humains et de journalistes indépendante-s. Cela a engendré un climat d'autocensure parmi les médias et les défenseur-e-s des droits humains ; du fait d'une surveillance d'État omniprésente, la population ne se sent plus assez en sécurité pour parler librement et ouvertement du conflit et de la situation des droits humains.

<sup>1</sup> Comité pour la protection des journalistes, "[South Sudan security forces detain 6 state media employees](#)", 6 janvier 2023,

<sup>2</sup> Entretiens menés par Amnesty International avec des professionnels des médias (dont les noms ne sont pas divulgués pour des raisons de sécurité), le 7 janvier 2023, à distance ; Entretien d'Amnesty International avec des professionnels des médias (dont les noms ne sont pas divulgués pour des raisons de sécurité), le 9 janvier 2023, à distance.

<sup>3</sup> Radio Tamazuj, "[National Security arrests 6 SSBC staff](#)", 5 janvier 2023 ; Union of Journalists of South Sudan, "[UJOSS calls for speedy conclusion to investigation of detained SSBC staff](#)", 6 janvier 2023, conservé dans les archives d'Amnesty International ; *The Guardian*, "[Six journalists arrested over footage of South Sudan president wetting himself](#)", 6 janvier 2023 ; BBC News, "[South Sudan: Journalists held over film of president appearing to wet himself](#)", 8 janvier 2023

<sup>4</sup> Amnesty International, "[South Sudan: Broken Promises: Arbitrary detention by South Sudan's intelligence agencies continues](#)" (Index AI : AFR 65/8823/2018), septembre 2018

Le gouvernement sud-soudanais, principalement par le biais du NSS, exerce une surveillance des communications au moyen d'équipements achetés en Israël, et probablement avec l'aide des entreprises de télécommunication. Le NSS mène en outre des opérations de surveillance physique grâce à un vaste réseau transfrontalier d'informateurs et d'agents infiltrés à tous les niveaux de la société et de la vie quotidienne, en surveillant les médias et les réseaux sociaux, et en obligeant les personnes qui organisent des événements publics à demander une autorisation avant la tenue de toute forme de rassemblement. Le NSS utilise ces formes de surveillance illégalement, en violation du droit au respect de la vie privée, pour procéder à des arrestations arbitraires et à des détentions illégales et piétiner la liberté de la presse, et les droits à la liberté d'opinion, d'expression et de réunion<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Amnesty International, [« Les murs ont des oreilles ». L'effet paralysant de la surveillance au Soudan du Sud](#) (Index AI : AFR 65/3577/2021), 2 février 2021,